

*Les crédits*

Woodbridge, président de la Canadian Advanced Technology Association, le problème s'aggrave, et

Il est fort à craindre que le Canada ne perde l'occasion de jouer un rôle valable en matière de recherche-développement. Le malaise s'accroît dans le milieu de la technologie au pays.

Il ajoute que le Canada est le seul pays industrialisé qui a un bilan négatif et un déficit commercial de plus en plus marqué dans tous les secteurs de la technologie de pointe.

• (1320)

Les députés doivent aussi penser que l'an dernier, le Canada a importé plus de matériel de télécommunication qu'il n'en a exporté, mais pourtant, c'est ici qu'a été inventé le téléphone, le Canada a mené le monde dans le domaine de la technologie des télécommunications, nous consacrons près de 40 p. 100 de toutes nos dépenses en recherche et développement aux télécommunications et pendant des années, nous avons enregistré un surplus commercial dans le domaine du matériel de télécommunication.

Il faut ajouter à cela l'accord de libre-échange signé par le gouvernement avec les États-Unis et qui encouragera les prises de contrôle d'entreprises canadiennes et le transfert de la recherche et du développement vers les sièges sociaux, c'est-à-dire, à l'extérieur du Canada.

En outre, le gouvernement, sans réagir, laisse notre secteur de la haute technologie se transformer de plus en plus en secteur de succursales. Pourtant, comme le leader parlementaire du gouvernement l'a déclaré il y a un an, lorsqu'il était ministre des Consommateurs et des Sociétés: «Les succursales ne font simplement pas de recherche.»

Mais l'accord commercial et l'attitude de laisser faire du gouvernement devant les prises de contrôle par des étrangers ne sont que deux des nombreux obstacles attribuables au gouvernement et qui nous empêchent d'accroître notre capacité de recherche et de développement, ce qui est nécessaire pour assurer notre croissance économique et notre prospérité.

La taxe sur les produits et services proposée aura aussi des conséquences néfastes. Le gouvernement imposera cette nouvelle taxe sur tous les livres, outils essentiels de la connaissance et de l'éducation. Qui plus est, cette taxe s'appliquera également aux dépenses des universités. Il reste donc à prouver, comme certains l'affirment, que les remboursements accordés au titre de la nouvelle taxe feront que la situation ne sera pas pire que sous le régime de la taxe sur les ventes des fabricants. Il n'a pas été prouvé que les universités seront dans la même situation

que sous le régime de la taxe actuelle. Beaucoup, et je suis du nombre, croient que les universités en sortiront perdantes.

En outre, les demandes de remboursement de cette taxe ajouteront au fardeau administratif des universités. Autrement dit, moins de fonds seront consacrés à la recherche et au développement parce qu'une partie de cet argent servira à payer les frais administratifs supplémentaires que leur imposera le gouvernement avec son projet de taxe sur les produits et services.

La suppression du Programme conjoint universités-industrie est aussi une éventualité à laquelle doivent s'attendre les organismes qui subventionnent la recherche au Canada. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement verse aux budgets des conseils visés un dollar pour chaque dollar de contribution de l'industrie à la recherche universitaire. Ce simple changement de politique pourrait signifier une baisse de 20 p. 100 du budget global de fonctionnement du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et de 26 p. 100 pour ce qui est du Conseil de recherches médicales du Canada, et 13,1 millions de dollars de moins au Conseil de recherches en sciences humaines.

Les députés conviendront certes avec moi qu'un tel changement de politique ne favoriserait pas la recherche et le développement. Il ferait exactement le contraire.

Les décisions que nous prenons aujourd'hui en matière de recherche et de développement auront de graves répercussions économiques demain.

Nous ne pouvons pas, au Canada, compter uniquement sur notre secteur primaire pour assurer le taux de croissance et de développement dont nous avons besoin pour devenir une puissance industrielle de premier plan au siècle prochain.

On n'a qu'à voir ce qui se passe dans les autres pays industrialisés pour comprendre pourquoi ils ont réussi à améliorer à ce point leur position concurrentielle par rapport au Canada. L'Allemagne de l'Ouest et le Japon en sont deux bons exemples. En effet, les gouvernements de ces deux pays ont pris les devants, avec l'industrie et les établissements d'enseignement, en affectant plus de fonds que nous à la recherche et au développement.

Si nous comparons nos efforts en matière de recherche et de développement à ceux de sept grandes puissances industrielles à l'aide de 10 tests différents, nous constatons que le Canada arrive dernier dans cinq tests, avant-dernier dans trois et à peu près dans la moyenne dans les deux qui restent. Notre dossier n'est guère reluisant sur ce chapitre.